

BILAN 2017-2018

Service aux collectivités

Agentes de développement :

Geneviève Chicoine

Lyne Kurtzman

Ève-Marie Lampron

Aline Pajot

Josée-Anne Riverin

Claire Vanier

Table des matières

Introduction.....	4
Faits saillants en 2017-2018	4
Représentation du SAC à des comités.....	5
Le directeur du SAC a également participé aux activités suivantes :	6
Principaux enjeux pour 2018-2019	6
Domaine communautaire	8
Introduction.....	8
En bref	8
Quelques thèmes porteurs.....	9
Regards croisés sur l’action communautaire	9
Réflexivité et intervention : des pratiques en mouvement	9
Ancrage territorial et mobilisation citoyenne	10
Enjeux et perspectives.....	11
Domaine femmes	13
Introduction.....	13
Quelques chiffres.....	13
Synthèse thématique	14
Violences dans différents contextes	14
Renouveau de l’intervention féministe	15
Pauvreté et inégalités économiques et politiques	16
Femmes autochtones, racialisées et marginalisées : assignation sociale et contributions ..	17
Essor des approches partenariales.....	17
Conclusion	18
Une année marquée par la diffusion.....	18
Le vent en poupe : des leviers de développement	18
Collaboration quadrupartite IREF, Relais-femmes, RéQEF et SAC	19
Des perspectives.....	19
Domaine syndical	20
Introduction.....	20
Bilan 2017-2018	2

Quelques chiffres.....	20
Bourse CSN/CSQ/FTQ.....	21
Synthèse thématique	21
Santé et sécurité du travail.....	21
Histoire	22
Formation	22
Représentation des travailleurs	22
Engagement civique	23
Genre.....	23
Droit du travail.....	23
Conciliation travail-famille.....	24
Économie	24
En émergence.....	25
Conclusion	25
Des perspectives.....	25
Retour sur l'identification de thèmes de recherche réalisée en 2017	25
Accroître les activités de diffusion	26
Organisation d'un évènement de réflexion.....	26
Arrimage avec le plan stratégique du SAC	26
Remerciements	26
ANNEXE :Tableau résumé statistique.....	27

Introduction

L'année 2017-2018 du Service aux collectivités s'est distinguée de multiples façons. D'abord par une croissance du nombre de projets supportés par l'équipe du service, dont ceux présentés au CSAC. Puis, de septembre 2017 à juin 2018, par le développement d'un nouveau plan stratégique. Cette démarche fut propice à une réflexion collective sur le service, en collaboration avec des membres du corps professoral, des partenaires, les deux protocoles (Relais femmes et centrales syndicales) et le CSAC. Ce nouveau plan, pour la période 2018-2023 et réalisé sous la supervision de la professeure Annie Camus, a permis de retenir trois grandes orientations parmi les nombreuses exprimées durant les consultations. En parallèle à cet exercice, le directeur et les agentes ont rencontré chaque comité de recherche facultaire et ont été invités à des discussions dans quelques assemblées départementales afin de mieux faire connaître le service, en particulier auprès des nouveaux professeurs et nouvelles professeures. Enfin, toutes les réalisations soulignées dans ce rapport annuel n'auraient pu être bien menées à terme sans l'engagement de l'équipe du service à chaque instant.

Faits saillants en 2017-2018

Pendant la période couverte par ce rapport, soit de mai 2017 à avril 2018, outre les projets qui sont présentés dans chacune des sections des trois domaines, les principales actions transversales de l'équipe du Service aux collectivités ont porté sur les principaux éléments suivants :

- Nouveau plan stratégique 2018-2023 et organisation de toutes les consultations;
- Participation au projet d'un réseau pancanadien d'engagement université-communauté dans le cadre d'une subvention CRSH et à la mise en place d'alliances universités-communautés sur les femmes et les rapports de sexes inspirées du modèle du Service aux collectivités à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke dans le cadre d'une subvention de Condition féminine Canada;
- Participation à la mise en place d'une communauté francophone affiliée au réseau recherche-action d'Amérique du Nord (ARNA);
- Tournée des comités de recherche facultaires et d'assemblées départementales pour faire connaître le service;
- Nouvelles versions des formulaires de dégrèvement et PAFARC utilisés au CSAC;
- Les comités inter services de mobilisation des connaissances et de rayonnement de la recherche;

- Évaluation de projets d'étudiants, d'étudiantes pour l'octroi de bourses du SAC de la Fondation UQAM;
- Participation à des activités ou réalisations dans le cadre du volet Formation du SAC, par exemple, la 2^{ième} édition de l'école d'été des femmes autochtones, de nouvelles formations avec les partenaires syndicaux, des tutoriels pour le projet Empreinte du domaine Femmes, etc.

Représentation du SAC à des comités

Chaque année les agentes des trois domaines sont sollicitées dans plusieurs comités, groupes de travail ou dossiers transversaux au sein du VRRCD.

Au cours de 2017-2018, le domaine femmes a poursuivi ses activités de représentation au sein de l'IREF et du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), réseau au sein duquel, notamment, une agente coordonne le Chantier sur la recherche partenariale.

Le domaine communautaire fut particulièrement impliqué, par ses trois agentes, dans des activités transversales au sein du SAC ou avec les autres services du VRRCD, notamment :

- Participation d'une agente du domaine communautaire au Comité des services aux collectivités (CSAC) de l'UQAM;
- Participation aux comités mensuels interservices du VRRCD où une agente du domaine communautaire siège depuis quelques années :
 - o Mobilisation des connaissances et organisation des ateliers : SAC, SePSI, SRC
 - o Rayonnement de la recherche : SAC, SePSI, SRC et Service des communications
- Coordination de la rédaction d'une monographie sur le SAC dans le cadre d'un projet de recherche entre l'UQAM et le TIESS;
- Révision dans le but d'uniformiser et de simplifier les formulaires de demandes de dégrèvement et de subvention du PAFARC volet 2 pour les projets soumis au CSAC;
- Mise à jour continue du site web du SAC;
- Participation au développement d'un réseau pancanadien sur l'engagement université-communauté : tables rondes interuniversitaires à Ottawa, groupe de travail pancanadien; planification d'une table ronde des universités québécoises l'UQAM pour l'automne 2018;
- Collaboration spéciale avec le Service des archives pour le développement d'un outil de gestion des données sur les projets de recherche du SAC.

Le directeur du SAC a également participé aux activités suivantes :

- Le Conseil de la recherche et de la création (COREC) du VRRCD;
- La réalisation du bilan annuel 2017-2018 du VRRCD;
- Obtention d'appuis au projet d'un Observatoire sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique;
- Participation à l'organisation d'une consultation fédérale sur l'innovation sociale et l'économie sociale auprès des universités du Québec;
- Participation à la mise à jour de la Politique 10 sur la recherche par le VRRCD;
- Consultations auprès de professeurs, professeures et de partenaires pour l'organisation du SMI à C2 Montréal;
- Représentation du SAC et VRRCD à des comités directeurs de centres de recherche, laboratoires ou chaires de recherche;
- Représentation de l'UQAM au comité exécutif et conseil d'administration du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire);
- Représentation de l'UQAM au CA de la Table de concertation du Faubourg St-Laurent;
- Participation à la réalisation du plan stratégique du TIESS.

Principaux enjeux pour 2018-2019

L'année 2018-2019 s'amorce sous le signe d'une transition et d'un renouvellement dans l'équipe du SAC. D'abord, le service a subi une réduction temporaire des effectifs depuis 2017 (retraite progressive, congé de maladie) et est confronté à une croissance des demandes. Sur les quatre postes réguliers d'agentes du SAC, deux seulement seront occupés à temps plein jusqu'au printemps 2018, en raison d'un départ à la retraite progressive et de l'affectation temporaire d'une agente pour un autre mandat à l'UQAM.

En effet, après une belle et longue carrière à l'UQAM, Madame Claire Vanier, du domaine communautaire, complètera son programme de retraite progressive cet hiver. Le transfert de ses dossiers auprès de ses deux collègues est en cours, mais cela affectera la capacité à répondre à de nouveaux besoins pendant quelques mois.

De plus, l'agente du domaine syndical, Madame Aline Pajot, relève un autre mandat au Service des ressources humaines depuis le début de l'été. Son remplacement est assuré à temps partiel cet automne, mais une période de transition et de ralentissement des

projets avec le Protocole syndical est à prévoir d'ici à ce que le poste soit comblé définitivement.

Le défi sera donc de renouveler l'équipe, tout en assurant un transfert des connaissances et le maintien de la capacité du SAC à répondre à la croissance des besoins et des demandes, souvent plus complexes, qui lui sont adressés tant à l'UQAM qu'à l'extérieur. En ce sens les plans stratégiques du SAC et du VRCCD permettront d'identifier les priorités dans les plans de travail annuels.

Un autre enjeu ayant déjà fait l'objet de discussions au CSAC est celui du volet diffusion dans les projets de recherche qui est aussi souligné dans les prochaines réalisations des trois domaines. Cet aspect qui comprend aussi les activités de transfert revêt une importance accrue compte tenu de la nécessité d'accroître les fonds à y consacrer afin d'assurer une meilleure appropriation et partage des réalisations dans chaque projet.

Enfin, dans un contexte où la croissance des effectifs étudiants est d'une importance cruciale pour l'UQAM, soulignons le caractère porteur de l'une des orientations du plan stratégique du SAC qui met en lumière les possibilités d'engagements communauté-université offerts aux étudiantes et étudiants.

Domaine communautaire

Introduction

Nous sommes fières de vous présenter le bilan 2017-2018 pour le domaine communautaire du Service aux collectivités. Outre la présentation de quelques chiffres révélateurs de notre année, une brève analyse de quelques thèmes porteurs vous sera présentée, suivie d'un survol des enjeux et perspectives pour l'année à venir.

Soulignons d'entrée de jeu que l'année 2017-2018 a été marquée par la transition vers le départ à la retraite de Claire Vanier. C'est le cœur gros que nous entrevoyons son départ du Service à compter de septembre 2018. Nous tenons à souligner l'immense qualité du travail de Claire, son engagement passionné et sa constante vigilance quant au respect de la mission du Service. Plus qu'une collègue, celle-ci aura été une véritable mentore, laissant une marque indélébile dans nos parcours respectifs et au sein du Service.

En bref

Cette année, les agentes du domaine communautaire ont accompagné **61** projets, soit 13 projets de formation, 42 projets de recherche, 5 projets d'expertise et un projet de rayonnement. Notons que 22 projets se sont terminés dans le cours de cette période. Figurent de plus au bilan près de **40** activités de diffusion/transfert/mobilisation des connaissances liées à plusieurs de ces projets.

Ainsi, 67 groupes partenaires, 60 professeur-e-s et chargé-e-s de cours (dont 17 travaillaient pour la première fois avec le Service) issu-e-s des 7 Facultés et École, et 64 étudiant-e-s ont œuvré à ces projets, et sont au cœur de leurs retombées dans les milieux universitaires et communautaires.

En termes de financement, les projets du domaine communautaires ont bénéficié d'appuis internes (109 728,22 \$) et externes (485 383 \$¹), pour un total de **595 111,22 \$**. Ont également été accordées pour les projets, **270** heures de dégrèvement de recherche ou de formation. Ces calculs ne prennent pas en compte les **apports considérables, mais non comptabilisés des groupes partenaires**, autant en ressources humaines que matérielles.

¹ À noter que les investissements financiers des partenaires n'ont pas tous été recensés.

Quelques thèmes porteurs

Voici une sélection de quelques thèmes ayant teinté les projets portés au domaine communautaire cette année. Cette sélection ne se veut pas exhaustive, mais permet plutôt un regard rétrospectif sur quelques enjeux et préoccupations particulièrement saillants pour l'année qui vient de se terminer.

Regards croisés sur l'action communautaire

L'action communautaire a subi d'importantes transformations depuis 40 ans et doit maintenant conjuguer avec un contexte social, politique et économique néolibéral. Ces dernières années, nous constatons un fort intérêt du milieu communautaire et de la recherche pour la réalisation d'analyses approfondies de ce contexte et de ses impacts sur le milieu communautaire et sur l'action collective, que ce soit au niveau de son action, de ses rapports à l'État ou aux acteurs privés. C'est dans cette foulée que plusieurs projets ont marqué l'année, notamment « L'action communautaire: quelle autonomie pour ses destinataires ? », qui sonde les différents sens donnés aujourd'hui à l'autonomie. Également, le projet « La surveillance et le contrôle technocratique des organismes sans but lucratif (OSBL) : un enjeu de droits humains » qui, sous l'angle du droit collectif d'association, a notamment eu toute sa pertinence dans le contexte du projet de loi (pour l'instant avorté) sur l'inscription au registre des lobbyistes. Soulignons également le projet en cours avec le *Conseil québécois du loisir* s'intéressant à l'évolution et à la nature du rapport à l'État du secteur du loisir associatif et au rôle des regroupements d'organismes dans ce contexte. Ce projet, bien que sectoriel, promet d'être riche en information pour l'ensemble du milieu de l'action communautaire, tant les défis rencontrés trouvent écho dans d'autres secteurs. Le regard que porte la recherche « BÉATI, un modèle de philanthropie alternatif ? » sur la relation entre une fondation et les groupes communautaires alimentera également la réflexion de tous, notamment grâce à l'outil de réflexion développé par la suite sur le sujet.

Réflexivité et intervention : des pratiques en mouvement

L'analyse réflexive et la remise en question, tant sur le plan des assises conceptuelles que sur celui des pratiques, est une caractéristique du milieu communautaire québécois. L'année 2017-2018 présente probablement un record à cet égard au domaine communautaire, avec une vingtaine de projets en cours ou terminés et au moins 5 en développement. Si certains projets s'attardent à un organisme spécifique (par exemple, *L'AstérisK*, *Parole d'excluEs* ou *Le Boulot vers...*), d'autres enrichissent la réflexion de l'ensemble du milieu communautaire. L'exemple le plus éloquent est peut-être la recherche déjà citée sur « l'autonomie des destinataires », où se croisent la vision de responsables d'organismes et celle de destinataires, sur l'autonomie. Des travaux à

caractère plus sectoriel (cuisines collectives, intervenant-e-s auprès des familles vulnérables, entreprises collectives et organisations sociales, etc.) sont aussi en cours. De telles analyses interpellent également les institutions universitaires (besoins et savoirs des femmes autochtones) et s'étendent jusqu'à l'international (partenariats porteurs pour les communautés du Sud). Plusieurs autres projets portent sur les pratiques réflexives, *via* des activités de formation accompagnement ayant souvent comme visée l'optimisation d'outils et/ou d'approches d'intervention ou d'action. C'est par exemple le cas des travaux avec le *Centre de formation populaire*, avec *Projet Changement* ou encore, avec *Mise au jeu*

Le nombre d'organismes impliqués dans ce type d'activités, leur diversité et celle de leur mission, la variété des aspects ayant fait l'objet d'activités réflexives, ainsi que leur portée à l'échelle locale comme nationale, suggèrent que le Service est un lieu privilégié pour favoriser chez les groupes un temps de réflexion, de croisement des regards et perspectives, afin de faire en sorte que les groupes soient au plus près des besoins de leurs destinataires.

Ancrage territorial et mobilisation citoyenne

L'ancrage territorial présent dans les projets soutenus par le domaine communautaire est une caractéristique qui se développe depuis plusieurs années. Cette perspective d'ancrage territorial, déjà relevée dans nos rapports précédents (que ce soit la revitalisation, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, la défense des droits ou la santé par exemple), continue de teinter nombre de projets, et ce dans une diversité de problématiques.

Ainsi, alors que se terminait cette année la recherche sur la gentrification dans le quartier Rosemont, et que le projet de *Mobilisation citoyenne par le logement social* arrive à ses conclusions, plusieurs nouveaux projets visant la mobilisation et la participation citoyenne au développement du territoire ont occupé le domaine communautaire (*Fiscalité différenciée appliquée aux coopératives d'habitations*, *Projet d'école inclusive au centre-ville*, *Développement du secteur Bridge-Bonaventure*, *Montréal transitoire*). Un exemple des plus intéressants est la portée qu'à aujourd'hui le travail amorcé en 2013 avec la *Table de concertation Faubourg*, d'où découlent aujourd'hui plusieurs projets en développement (*Mise en œuvre du plan de développement du quartier Faubourg St-Laurent*). On perçoit, à travers ces différents projets, l'importance confirmée de cette thématique, particulièrement à travers le prisme de l'action citoyenne et communautaire face au développement et l'organisation urbaine de la cité. Soulignons en terminant la richesse interdisciplinaire de plusieurs de ces projets.

Enjeux et perspectives

Nous souhaitons porter à votre attention quelques enjeux et perspectives qui nourrissent notre réflexion et influenceront certainement notre travail dans les prochains mois.

Les **activités partenariales avec les communautés autochtones** présentent des perspectives intéressantes, mais aussi des enjeux qui nous semblent dignes de mention. Soulignons au départ que nous nous réjouissons du succès de la seconde édition de l'École d'été créditée « La gouvernance autochtone au féminin » qui a eu lieu cet été. Ce partenariat entre *Femmes autochtones du Québec*, la Faculté de science politique et de droit et le Service, a permis à dix femmes de partager leurs savoirs avec une enseignante huronne-wendat, en plus de rencontrer plusieurs conférencières-ers provenant d'horizons multiples. Une édition anglophone, inspirée de l'expérience uqamienne, a de plus été réalisée à l'Université Saint-Paul cette année.

Ce projet, qui est issu d'un besoin exprimé par *Femmes autochtones du Québec*, s'inscrit au cœur de la mission du Service, soit de répondre aux besoins des groupes tels qu'ils les définissent eux-mêmes. Or, nous faisons face aujourd'hui à un foisonnement de financements et d'intérêts pour les projets portant sur des enjeux autochtones. Dans ce contexte, nous craignons que, malgré les intentions louables de plusieurs acteurs non autochtones, cela induise une sursollicitation des communautés autochtones et des risques d'instrumentalisation dans la mesure où la définition des agendas de recherche n'est plus déterminée par ces dernières.

Dans un autre ordre d'idées, depuis quelques années les membres du CSAC et nous-mêmes nous questionnons sur le peu de projets touchant à **des problématiques environnementales**. En effet, au-delà du projet phare que fut l'étude sur les cyanobactéries au lac Bromont, et le projet sur le Roundup et l'atrazine, le Service reçoit peu de demandes à caractère environnemental, alors même que le Québec est traversé par nombre défis socioécologiques. Tel que suggéré antérieurement, l'urgence liée à certains enjeux, ainsi que la présence de regroupements citoyens spontanés et peu formalisés, pourraient expliquer cette situation. Ceci commande une réflexion sur le type d'accompagnement que requièrent ces projets pour rester en phase avec les besoins et réalités de ces groupes émergents. À cet égard, un nouveau projet de recherche réunissant plusieurs groupes écologistes nous donnera l'occasion d'alimenter cette réflexion. En effet, ce projet vise à cerner les perspectives de déploiement d'une initiative structurante de coformation pour l'action collective, sur la question énergétique; cette recherche impliquera des groupes écologistes établis, des comités écocitoyens et les milieux académiques engagés.

En conclusion, comme en témoigne ce rapport, le domaine communautaire aura de nouveau été très dynamique cette année, laissant ainsi présager une année 2018-2019 bien remplie. Toutefois, il nous apparaît important de souligner que, au-delà du vide immense que laissera le départ de Claire, le domaine communautaire se retrouve depuis septembre 2018 avec deux agentes à poursuivre les dossiers et projets en cours et à répondre aux nouvelles demandes.

Introduction

L'année qui s'est terminée le 30 avril 2018 est marquée par des événements à forte résonance académique, politique et publique, ainsi que par l'avancement et la finalisation de plusieurs projets nécessitant un soutien accru aux différentes étapes d'analyse, de rédaction et de diffusion. Les perspectives intersectionnelles demeurent un enjeu transversal aux thématiques de l'année.

Les deux rencontres annuelles du Comité conjoint du Protocole ont eu lieu au printemps 2018 (5 mars et 4 mai 2018). En 2017-2018, huit membres ont composé le Comité conjoint². Le présent rapport vise à dresser un portrait succinct des activités menées, à dégager des faits saillants et des enjeux susceptibles d'orienter les actions futures du Protocole UQAM/Relais-femmes.

Quelques chiffres

Quelque 48 projets d'envergure différente figurent au bilan de l'année 2017-2018, dont 4 sont à une étape de développement. Y apparaissent 22 projets de recherche (dont 1 en développement), 5 projets de formation (dont 1 en développement), 11 activités de diffusion/transfert/mobilisation des connaissances et 10 de consultation/expertise.

Au total, 64 professeurs-eures, 71 professionnels-les et intervenants-es, 48 étudiants-es (dont plusieurs en études féministes) et 64 groupes différents ont été impliqués dans les activités de l'année. De l'UQAM, on compte 36 professeures-eurs et 46 étudiants-es. Mentionnons que plusieurs de ces 36 professeures-eurs sont impliqués-es dans plus d'un projet du Protocole et que la plupart sont membres de l'IREF.

En 2017-2018, le financement global des projets s'est élevé à 458 187 \$³. Le secteur recherche compte des subventions à hauteur de 162 458 \$ (dont 38 044 \$ du PAFARC-Volet 2), le secteur formation a généré des fonds de 149 635 \$ et celui diffusion/transfert/mobilisation des connaissances/consultation/expertise s'est élevé à 146 094 \$. En somme, le financement global des projets se compare à celui de l'année 2016-2017 (486 436,92 \$). Outre les PAFARC-Volet 2, on note des apports internes de la part du SAC/Fonds de fonctionnement du Protocole, de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), de la Faculté de communication, du PAFARC/Appui aux nouveaux professeurs, ainsi que de chercheurs-es individuellement. Les subventions externes (à hauteur de 407 650 \$) proviennent de Condition féminine Canada (226 754

² Membres du Comité conjoint : Lise Gervais, coordonnatrice à Relais-femmes; Yasmina Chouakri, responsable du volet Femmes de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI); Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec; Rachel Chagnon, directrice de l'IREF, UQAM; Elizabeth Harper, École de travail social et IREF, UQAM; Marcel Simoneau, directeur du Service aux collectivités, UQAM; Lyne Kurtzman, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, UQAM; Eve-Marie Lampron, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM (invitée).

³ Ce montant n'inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de la Direction du SAC.

\$), du Réseau québécois en études féministes/FRQSC (61 084\$), du Secrétariat à la condition féminine du Québec (60 560 \$), de la Fondation Valéro (35 000 \$), de groupes de femmes impliqués dans les projets (7 350 \$), du Fonds de recherche du Québec-Société et Culture (FRQSC : 14 402\$), du partenariat de recherche Trajetvi (CRSH) (2000\$) et du collectif de recherche FemAnVi (500\$).

Synthèse thématique

Violences dans différents contextes

Les enjeux irrésolus des diverses violences subies par les femmes resurgissent aujourd'hui avec beaucoup de force. Leur complexité appelle à des croisements de savoirs entre les différents réseaux académiques et terrain qui luttent contre ces violences. Au-delà de notre collaboration au développement d'un Pôle Violence au sein du RÉQEF, parmi la **vingtaine d'activités du Protocole touchant les violences**, retenons au moins trois projets en raison de leur grand impact et rayonnement.

Le Programme de prévention ***Empreinte-Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel***, qui vise à combattre la tolérance sociale vis-à-vis des violences sexuelles en contexte scolaire⁴, a été déployé et évalué à travers le Québec. Plus d'une vingtaine d'écoles secondaires ont accueilli le programme et ont collaboré à son évaluation. Une ronde d'ateliers a rejoint 6553 jeunes, et plus de 295 membres du personnel scolaire ont été formés. Les parents sont également rejoints au moyen de capsules vidéo en ligne (2000 visionnements). Cette démarche partenariale, soutenue et novatrice, a été amorcée il y a quatre ans entre l'UQAM (Manon Bergeron, Département de sexologie et Service aux collectivités) et les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS). Les écoles québécoises étant dorénavant soumises à l'obligation de cours d'éducation à la sexualité, la forte crédibilité acquise par ce programme, en raison du mariage d'expertises UQAM/Regroupement québécois des CALACS, se répercute positivement sur leur intérêt à offrir le programme de prévention. De plus, il est envisagé d'adapter le programme à d'autres groupes, par exemple aux jeunes de la nation Innue et à ceux ayant des difficultés d'adaptation scolaire ou un handicap physique ou intellectuel.

Le partenariat de recherche sur les violences à caractère sexuel en milieux universitaires, dit **ESSIMU**, a connu une année marquée par la diffusion scientifique et publique des résultats de l'enquête par les chercheuses des différentes universités participantes. À l'UQAM, lancé en septembre 2017, le portrait de la situation confirme, comme pour les autres universités, que ces violences affectent une forte proportion d'individus comme personnes victimes, confidentes, ou témoin. Des discussions

⁴ Le programme a ceci de novateur qu'il comporte trois volets d'intervention : auprès des jeunes, du personnel scolaire et des parents. Les thèmes suivants sont abordés : agressions à caractère sexuel, consentement sexuel, dévoilement et soutien, pouvoir d'agir des jeunes, culture de l'hypersexualisation et stéréotypes sexuels, exploitation sexuelle.

intersyndicales et intersectorielles sont en cours en vue de mettre en place des actions de prévention, d'aide et d'accompagnement pour notre communauté. De grande portée, ce partenariat interuniversitaire, propulsé par la prise de conscience collective des multiples manifestations de la violence sexuelle, compte s'élargir à l'ensemble des milieux d'enseignement supérieur (intégration des cégeps) et rejoindre davantage les mobilisations étudiantes et communautaires sur ces questions. L'organisation d'un premier symposium canadien sur la violence sexuelle (30 et 31 mai 2018) s'inscrit dans cet objectif, ainsi que la préparation d'une demande CRSH-Partenariat.

Fruit d'une collaboration interuniversitaire entre quatre regroupements et cinq chercheurs-es, la recherche exploratoire **Femmes victimes de violence et système de justice pénale : expériences, obstacles et pistes de solution** a documenté les expériences de 52 femmes en relation avec le système de justice. Parue en mars 2018, elle a bénéficié d'une très importante couverture médiatique et d'une résonance appréciable auprès des autorités susceptibles d'apporter les changements souhaités par les répondantes (amélioration de l'accueil lorsque la plainte est envisagée, création d'équipes spécialisées, protection accrue des victimes...) dans l'accompagnement par l'État des femmes victimes de violence. Une rencontre avec le Directeur des poursuites criminelles et pénales est prévue en juillet 2018 afin de présenter l'étude et ses recommandations.

Soulignons finalement l'impact politique marqué de ces projets. En novembre 2017 était adopté le projet de loi 151, visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur. Reflétant une recommandation du rapport ESSIMU, les institutions postsecondaires sont dorénavant obligées de se doter de politiques et plans d'action visant à lutter contre ces violences. Le Regroupement québécois des CALACS, porteur du programme Empreinte, s'est également vu octroyer un financement gouvernemental de deux millions de dollars sur trois ans (2018-2021) pour implanter à l'échelle québécoise les contenus coconstruits et évalués par et avec les universitaires.

Renouveau de l'intervention féministe

Le développement des outils numériques, qu'il s'agisse des **communautés virtuelles de pratique** (CVP) ou des **médias sociaux numériques**, fait l'objet de trois recherches et d'une activité de diffusion, soit une journée d'études sur les CVP en contexte communautaire (20 novembre 2017). Cette activité, qui a favorisé une mise en commun des enjeux rencontrés par les groupes, donnera lieu à des fiches pédagogiques destinées aux organismes intéressés à s'investir dans ce type de démarche. Le lancement de deux recherches, soit *Une intervention novatrice auprès des femmes en état d'itinérance : l'approche relationnelle de La rue des Femmes* et *L'intersectionnalité, tout le monde en parle! Résonance et application au sein des maisons d'hébergement pour femmes*, ainsi que la finalisation de la recherche *Promouvoir des programmes d'éducation à la sexualité positive, inclusive et émancipatrice*, axée sur les besoins des jeunes,

s'inscrivent dans un mouvement de **renouveau des pratiques** au sein des groupes de femmes.

Pauvreté et inégalités économiques et politiques

La lutte à la pauvreté et **l'intégration socioéconomique et culturelle** des femmes en situation de pauvreté traversent les préoccupations de professeurs-es et nombreux groupes de femmes et communautaires, dont le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), le Groupe des 13, l'Observatoire de la retraite, la Table des groupes de femmes de Montréal et le Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent (COSSL). Des valeurs d'équité intergénérationnelle et d'inclusion ethnoculturelle sous-tendent plusieurs activités visant le renouvellement des pratiques d'intervention, mais également des réformes législatives pour réduire la pauvreté des femmes à la retraite (adoption du Projet de loi 149 en février 2018), assurer un revenu de base pour des personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi (Projet de loi 173 en voie d'adoption) ou encore se doter d'une loi sur l'équité salariale qui soit véritablement proactive et d'une approche en soutien aux travailleuses non syndiquées en matière d'équité salariale.

Une recherche impliquant deux organismes montréalais et deux chercheuses se penche sur **les besoins des femmes** dans les arrondissements où se concentre une forte proportion de femmes **immigrantes et racialisées** vivant dans des situations économiques précaires. Ainsi, cette recherche déploie une méthodologie pour rejoindre les femmes qui ne fréquentent habituellement pas les organismes communautaires afin de mieux cerner leurs besoins et mieux y répondre. L'étude en cours met en lumière des pratiques communautaires intersectionnelles exemplaires de ce point de vue. Dans une perspective similaire visant à identifier les obstacles et leviers à l'accès aux ressources, et étant admis que la pauvreté est l'un des facteurs qui influent sur la santé des individus et des collectivités, une recherche interuniversitaire avec le Centre de santé des femmes de Montréal cherche à décrire les trajectoires d'accès aux ressources de santé reproductive de femmes immigrantes vivant à Montréal.

Au-delà de l'accompagnement psychologique et juridique des femmes aux prises avec des situations de violence conjugale, le processus de reconstruction implique bien souvent un soutien d'un point de vue économique. Une demande de financement au Fonds des services aux collectivités du MEES a pour objectif de mettre en œuvre et d'évaluer un programme de développement de carrière misant sur **l'autonomisation socioprofessionnelle de femmes victimes de violence conjugale**. Le projet réunit des professeurs-es et une étudiante des sciences de l'éducation et l'Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour les femmes et enfants victimes de violence conjugale.

Deux recherches s'inscrivent de plain-pied dans les débats sur l'exigence de la parité, qu'elle soit d'ordre politique ou artistique. Celle documentant les **conditions de pratique des documentaristes** dégage un profil socioéconomique plus précaire pour les femmes que les hommes et montre que leur travail de création est davantage affecté

par les nouvelles réalités du financement. Face à ces constats, les institutions de financement du cinéma ont introduit des mesures de parité et d'équité depuis longtemps demandées par différents milieux. La seconde recherche montre que les **représentations médiatiques genrées** constituent une forme particulière d'inégalité en contexte d'élections municipales. En plus d'être sous-représentées par rapport aux hommes dans l'espace médiatique, des candidates aux élections sont renvoyées à des stéréotypes, par exemple par des représentations qui insistent sur leur « charme ». D'autres candidates, affichant un leadership ferme, sont dépeintes comme étant trop rigides et font les frais d'une injonction à « s'assouplir ». Ces représentations sexistes, sachant l'importance des médias dans le déroulement des campagnes électorales, sont ainsi susceptibles d'influencer tant le parcours des femmes candidates à des élections que celui de celles qui songeraient à se présenter, impact que l'équipe souhaite documenter plus en profondeur dans une seconde étape de la recherche.

Femmes autochtones, racialisées et marginalisées : assignation sociale et contributions

L'assignation sociale est un concept qui permet de comprendre quelle place est accordée aux groupes minoritaires versus majoritaires. Les travaux menés dans cette perspective débusquent les discriminations et exclusions subies par des femmes racialisées et autochtones ou en situation de handicap, et mettent en lumière leurs contributions à la culture et à la société québécoise. Quelques projets documentent ces réalités au sein du **monde du conte** au Québec, dans le domaine de **l'éducation des adultes** ou encore dans les processus de **transfert des connaissances**. Sur ce plan, en partenariat avec Relais-femmes et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), un atelier sur de nouvelles formes de transfert privilégiées par certains groupes minoritaires (blogs, zines ...) ainsi qu'un projet de création d'un Réseau international de liaison, de diffusion et de transfert des connaissances sont prévus dans le cadre du Congrès international des recherches dans la francophonie (Paris, août 2018).

Essor des approches partenariales

Les approches partenariales universités-communautés suscitent un **intérêt croissant** au Québec comme ailleurs qui se répercute de façon importante sur nos travaux. Dans le cadre du Chantier sur la recherche partenariale et le transfert des connaissances coordonné par le SAC au sein du RÉQEF, plusieurs activités (conférences, organisation d'ateliers...) portent sur les enjeux et défis de la recherche partenariale et un premier portrait des pratiques de recherche partenariale au sein des études féministes est en cours de réalisation. Les résultats feront l'objet d'un article scientifique et différentes approches seront mises en débat lors d'une activité qui inclura la diffusion de quatre capsules vidéos produites au cours de l'année. L'approche du SAC notamment continue de susciter beaucoup d'intérêt dans divers milieux s'ouvrant aux savoirs partagés, mis au service du bien commun et du renforcement des capacités d'agir des groupes.

Plusieurs activités répondent à des demandes qui nous sont adressées, tant pour mieux connaître l'approche et ses retombées que pour intervenir en soutien aux universités désireuses de consolider un secteur « partenariat ». L'article « Coconstruire des connaissances féministes : l'exemple du Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal » (Lyne Kurtzman et Ève-Marie Lampron), qui paraîtra à l'automne 2018 dans la revue scientifique internationale *Nouvelles Questions Féministes*, en est une manifestation tangible, de même que le projet sur trois ans **De nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité entre les sexes**. Une analyse du contexte organisationnel à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke y est menée afin de dégager des pistes devant conduire à la mise sur pied d'alliances partenariales inspirées du modèle du Service aux collectivités.

La participation de Lise Gervais et Lyne Kurtzman aux rencontres à Toronto et Halifax du **Réseau pancanadien des 150 cheffes de file** pour l'égalité entre les sexes s'inscrit également dans l'optique de faciliter les alliances. Elles y défendent notamment un meilleur accès aux données de Statistiques Canada pour les partenariats de recherche impliquant des groupes de femmes et communautaires, cet accès étant empêché en raison de son coût faramineux. D'autres rencontres se tiendront en octobre 2018 (Vancouver) et mars 2019 (Saskatoon). La cinquième et dernière rencontre aura lieu en novembre 2019 à Montréal et rendra public un plan d'action en matière d'égalité.

Conclusion

Une année marquée par la diffusion

Au cours de l'année se sont déroulés **cinq lancements** de recherches ou outils de formation (ESSIMU/UQAM ; capsules vidéos du programme Empreinte; *Une intervention novatrice auprès des femmes en état d'itinérance : l'approche relationnelle de La rue des Femmes* ; *L'intersectionnalité, tout le monde en parle! Résonnance et application au sein des maisons d'hébergement pour femmes; Cyberviolence : agir et prévenir*), auxquels se sont ajoutées une **table ronde** sur la recherche partenariale féministe et quatre **capsules vidéo** sur la coconstruction des connaissances. Plusieurs de ces événements ont été organisés à l'UQAM avec le soutien de l'IREF ou du RÉQEF. En tout, plus de 200 personnes ont été rejointes par ces activités. De plus, relevons que dans la plupart des cas, les représentantes des groupes, les chercheuses et souvent les étudiantes présentent conjointement le fruit de leurs travaux, qu'il s'agisse de colloques ou d'activités organisées par les milieux de pratique.

Le vent en poupe : des leviers de développement

Les projets développés en 2017-2018 **succèdent souvent à des projets antérieurs** : qu'il s'agisse par exemple du Symposium ESSIMU ou de la recherche *Groupes communautaires et femmes en situation de pauvreté à Montréal*. Qui plus est, la pratique de **projets « leviers »**, débutant par des PAFARC et donnant lieu à des

demandes de subvention majeures, est à souligner. Citons pour exemple le cas de la professeure Myriame Martineau, qui obtenu un PAFARC avec le Regroupement du conte au Québec, puis une subvention triennale FRQSC totalisant 56 801 \$ pour le projet « Le 'monde' du conte : étude sociologique de l'oralité et des pratiques contemporaines des conteuses et conteurs québécois ».

Collaboration quadrapartite IREF, Relais-femmes, RéQEF et SAC

Au cours de l'année, nos liens avec l'IREF, Relais-femmes et le RéQEF se sont consolidés, tant par l'organisation de **lancements** conjoints que par des **collaborations plus structurées** (Pôle violence du RéQEF, planification stratégique du SAC, Chantier sur la recherche partenariale et le transfert des connaissances, Symposium ESSIMU, Conseil de l'IREF). L'IREF a intégré dans son infolettre mensuelle la chronique « **Qu'est-ce qui se bricole au Protocole?** », afin de faire connaître un projet partenarial mené par un-e membre de l'IREF et encadré par le SAC. Qui plus est, en cours d'année, trois professeures impliquées sur des projets du Protocole sont devenues membres de l'IREF. Le projet *De nouvelles alliances* contribue également à cimenter cette collaboration historique.

Des perspectives

En 2018-2019, il est souhaité de mettre l'accent sur la **diffusion et le transfert**, dans un contexte où un bon nombre de projets trouveront leur conclusion et seront tournés vers le passage à l'action et les problèmes à résoudre sur le terrain. Par ailleurs, le soutien indéfectible du RéQEF au démarrage d'initiatives de recherche et à leur diffusion est à souligner. En termes de financement, outre le travail de rapprochement avec Condition féminine Canada et le Secrétariat à la condition féminine du Québec, qui a déjà porté ses fruits, le retour du Fonds des services aux collectivités du MEES entraînera la relance de projets de transfert des connaissances pour 2018-2019, notamment en ce qui concerne les violences subies par les femmes.

La formalisation du modèle du SAC dans le cadre de projets d'envergure comme *De nouvelles alliances* ou les *Rencontres des cheffes de file* générera également des activités variées qui permettront d'accroître la reconnaissance du Service dans ses trois mandats : recherche, formation et diffusion.

Introduction

L'année 2017-2018 a débuté par un événement soulignant le renouvellement du protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ⁵. Cet événement a permis à l'ensemble des signataires et proches collaborateurs du protocole de se rencontrer et d'échanger sur l'importance de cette collaboration pour le développement de projets de recherche et de formation en phase avec les besoins des travailleurs et travailleuses. Porté par ce renouvellement, le comité conjoint du protocole a ainsi vu naître plusieurs nouveaux projets. De plus, les partenaires syndicaux ont multiplié les occasions de projets intersyndicaux profitant ainsi de cette occasion unique que représente le protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ d'unir leurs forces pour l'amélioration des conditions de travail des travailleurs et travailleuses du Québec. Ce rapport présentera les grandes lignes des activités menées via ce protocole en 2017-2018 ainsi que les perspectives pour l'année à venir.

Quelques chiffres

- 4 rencontres du comité conjoint du protocole syndical⁶
- 26 projets actifs au cours de l'année parmi lesquels :
 - o 10 projets en cours
 - o 10 nouveaux projets (9 projets de recherche, 1 de formation) dont 4 en intersyndical
 - o 6 projets terminés
- 2 nouveaux projets en développement
- Préparation d'une importante conférence dans le cadre du lancement d'un rapport⁷
- Implication de :
 - o 24 professeurs chercheurs issus de 6 facultés et écoles (9 d'entre eux en étant à leur première collaboration avec le SAC).
 - o 2 chargés de cours (première collaboration également);
 - o 19 étudiants (3 au 1^{er} cycle, 10 au 2^e cycle et 6 au 3^e cycle)
 - o Plus de 40 représentants d'organisations partenaires (syndicats et organismes communautaires)
- Près de 60 000\$ en financement provenant de nos partenaires syndicaux, de leurs affiliés, ainsi que de groupes communautaires

⁵ <https://www.actualites.uqam.ca/2017/nouveau-protocole-entente-uqam-centrales-syndicales>

⁶ Les membres du comité conjoint pour 2017-2018 sont : Rima Chaaban, conseillère syndicale, Service de l'éducation, FTQ; Yves Chochar, professeur, Éducation et formation spécialisées, UQAM; Gabriel Danis, conseiller syndical à l'enseignement supérieur, CSQ; Léa Laurence Fontaine, professeure, Sc. Juridiques, UQAM; Dalia Gesualdi-Fecteau, professeure, Sc. Juridiques, UQAM; Lyne Gravel, conseillère à la formation syndicale, CSQ; Xavier Lafrance, professeur, Science politique, UQAM; Lise Côté, conseillère syndicale, Service de la recherche, FTQ; Denis Mailloux, conseiller syndical, coordonnateur du service des relations de travail, CSN; Frédéric Paré, professeur, Organisation et ressources humaines et Anne Thibault-Bellerose, conseillère syndicale au service des relations de travail – Module recherche, CSN.

⁷ <https://www.actualites.uqam.ca/2018/quarante-ans-apres-la-loi-101>

- Un dégrèvement de recherche (45 heures) et un dégrèvement de formation (60 heures)
- Deux projets d'intégration pour des chargés de cours (170 heures au total)

Bourse CSN/CSQ/FTQ

À l'occasion du concours 2017-2018 des bourses de la Fondation de l'UQAM, une bourse d'un montant de 1 500\$ a été remise grâce à la contribution récurrente de nos partenaires syndicaux. La personne récipiendaire est Carole Boulebsol, étudiante à la maîtrise en travail social. Son projet de recherche porte sur les stratégies mises en place par les intervenantes auprès de femmes victimes de violence à caractère sexuel pour protéger leur santé psychologique.

Le comité conjoint a de plus décidé d'inviter les boursiers à venir présenter les résultats de leur projet de recherche. Dans ce contexte, Alexandre Duchesne Blondin, boursier CSN/CSQ/FTQ en 2014 a présenté les résultats de sa recherche qui portait sur l'analyse de l'évolution historique du régime d'assurance en matière de SST au Québec : « Analyse sociohistorique des transformations du régime assurantiel québécois en matière de santé et sécurité au travail (1885-2015) ».

Synthèse thématique

Santé et sécurité du travail

Ce thème est au cœur de nombreux projets portés par le protocole syndical. Cette importance quantitative est le reflet de la place de ce thème dans l'action syndicale. Ainsi, le fait de disposer de données scientifiques sur les enjeux de santé et sécurité leur permet à la fois de poursuivre leurs réflexions, mais également de nourrir leurs revendications.

Les efforts consacrés par les membres des comités d'encadrement ont ainsi permis de terminer 2 projets sur ce thème. Un premier visait à documenter les perceptions de membres de mutuelles de prévention quant à l'atteinte des objectifs visés par la CNESST en matière de prévention, de réadaptation et de retour au travail. Un second projet ayant pris fin cette année portait sur le cyberharcèlement dont peuvent être victimes des enseignants d'écoles primaires et secondaires du Québec⁸. Ce projet a reçu une belle couverture médiatique et a donné lieu à plusieurs présentations. En outre, dans un souci d'accroître la diffusion des résultats, une fiche synthèse a été produite et diffusée sous forme électronique.

Le cyberharcèlement est aussi le thème d'un projet actuellement en développement et qui portera sur cette forme de violence qui touche également les travailleurs de

⁸ https://sac.uqam.ca/upload/files/Cyberharcèlement_Personnel_enseignant.pdf

l'information. Enfin, le projet sur la détresse psychologique des employés de soutien du secteur universitaire se poursuit.

Histoire

La défense du français comme langue du travail est un enjeu qui traverse les époques pour la société québécoise. Cet enjeu est également porté par nos partenaires syndicaux. Les trois centrales se sont ainsi unies pour faire le point sur l'évolution de la défense du français depuis l'adoption de la loi 101 en 1977. Pour conclure cette recherche, menée dans une perspective à la fois historique et sociologique, les partenaires universitaires et syndicaux ont choisi d'organiser un évènement réunissant des acteurs importants face à cet enjeu et ainsi poursuivre une réflexion collective.

Formation

Le volet formation des activités du protocole syndical a été particulièrement actif cette année. Ainsi, trois nouvelles formations sont, ou ont été, développées avec nos partenaires syndicaux. Les domaines couverts par ces formations portent sur la relation d'aide en contexte interculturel, l'interaction entre les régimes d'indemnisation offerts par la CNESST et la RRQ et enfin, le capitalisme.

En outre, les projets portant sur le développement d'un programme de mentorat pour les personnes déléguées syndicales ainsi que celui sur l'évaluation des retombées de programmes de formations syndicaux se poursuivent.

Il est important de souligner ici que l'objectif de nos partenaires syndicaux via ces projets est de permettre à un maximum de personnes de profiter des enseignements ainsi développés et donc d'en accroître les retombées.

Représentation des travailleurs

En sus des projets déjà existants, deux nouveaux projets ont vu le jour sur les enjeux de représentation des travailleurs.

Un premier s'intéresse à la diversité dans les instances syndicales. En effet, si les syndicats font de l'inclusion une de leurs priorités et y dédient des ressources, certains constatent que les instances ne sont pas toujours représentatives de la diversité de leurs membres, que ce soit par exemple en termes d'âge, de genre ou encore d'origine ethnoculturelle. Ce projet vise donc d'une part à établir un portrait de la situation et des stratégies mises en place par les syndicats pour favoriser cette diversité. D'autre part, dans le but d'améliorer les pratiques, une revue de la littérature visera à mettre au jour des éléments facilitant cette diversité.

Depuis plusieurs années, une campagne visant l'établissement d'un salaire minimum à 15 \$ est en cours. Plusieurs projets portés par le protocole syndical traitent d'ailleurs de

cet enjeu. Toutefois, si cette lutte est naturelle pour plusieurs, certains partenaires ont pu constater que des travailleurs sont réticents à une telle augmentation. Or cette réticence a un impact important sur la mobilisation et se devait d'être documentée. Un projet a donc été développé afin de comprendre ces réticences et pouvoir y répondre. Ce projet implique un organisme de représentation de travailleurs non syndiqués.

Engagement civique

Une importante étude longitudinale cherchant à mesurer l'effet de l'implication sociale sur la persévérance et la réussite scolaire d'élèves d'écoles secondaires se poursuit. Cette étude a débuté en 2015 et réunit des partenaires syndicaux et communautaires. Un partenariat avec des commissions scolaires ou autres représentants du système scolaire est envisagé et pourrait donner lieu à une importante demande de subvention.

Genre

La notion de genre est très présente dans de nombreuses recherches universitaires. Les Instituts de recherche en santé du Canada ont lancé un appel visant à prioriser des projets ayant pour but de documenter l'impact de la prise en compte de cette notion dans les recherches. Une équipe formée de chercheurs issus de plusieurs universités a ainsi obtenu une subvention visant à évaluer l'impact de la prise en compte de cette notion dans les recherches partenariales en santé et sécurité du travail ainsi qu'en sciences de l'environnement. Le Service aux collectivités participe à ce projet à titre d'utilisateur des connaissances.

Droit du travail

Le recours aux travailleurs étrangers temporaires (TET) pour travailler dans l'agriculture au Québec est un phénomène de grande ampleur. Ces travailleurs semblent plus vulnérables notamment en termes de respect de leurs droits du travail. C'est dans ce contexte qu'une équipe formée de chercheurs et de divers partenaires a effectué une recherche visant à documenter les pratiques de recrutement de travailleurs agricoles guatémaltèques embauchés par des employeurs au Québec. Le rapport publié cette année a permis de mettre au jour que le processus de recrutement peut s'avérer difficile et coûteux pour les TET. De plus, il illustre combien ce fardeau financier peut freiner ces travailleurs dans la défense de leurs droits du travail. Cette recherche a également souligné la nécessité de ratifier les conventions et traités internationaux existants en plus d'offrir des recommandations en matière de politiques et de pratiques afin que les intermédiaires de recrutement et les employeurs soient davantage imputables.

Le gouvernement du Québec ayant annoncé une révision de la Loi sur les normes du travail (LNT), nos partenaires syndicaux se sont unis pour un projet de recherche visant

à identifier les principales voies d'amélioration possible de la LNT. Ce projet a notamment mis en lumière les lacunes en termes d'application de la loi pour les travailleurs des agences de placement temporaires au Québec. L'analyse de la jurisprudence a en outre permis de constater que l'Ontario a adopté des mesures législatives plus développées en la matière. Un rapport portant spécifiquement sur le cas de ces agences en Ontario a d'ailleurs été publié.

Un nouveau projet est également en développement et portera sur le morcellement administratif et juridictionnel du droit du travail. Au Québec, l'environnement juridique des rapports de travail est complexe : plusieurs lois du travail et des instruments normatifs sont en vigueur. En outre, les acteurs chargés de l'application de ces droits sont multiples : syndicats, arbitres de griefs, tribunaux administratifs, etc. Ce projet viserait donc à documenter les effets du morcellement administratif et juridictionnel du droit du travail sur l'accès au droit et à la justice du travail. Une demande de subvention pourrait être déposée à l'automne 2018 pour soutenir ce projet.

Conciliation travail-famille

Un projet amorcé en 2014 sur la conciliation travail-famille en contexte d'horaires atypiques a terminé une première étape de sa collecte de données dans un milieu de travail à prédominance masculine. Cette première étape, menée en étroite collaboration avec le partenaire syndical a notamment permis le développement d'outils visant à faciliter le choix des horaires de travail, ceux-ci étant étroitement reliés à la possibilité de concilier les exigences du travail et de la vie familiale. Des propositions de clauses de convention collective favorisant la conciliation travail-famille seront également offertes par l'équipe universitaire à la demande du partenaire. Une deuxième étape du projet cette fois dans un contexte de travail à prédominance féminine devrait également voir le jour à l'automne.

Économie

Ce thème est cette année couvert par trois nouveaux projets.

L'enjeu de l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ a réuni nos trois partenaires pour un projet visant à évaluer l'effet de percolation d'une telle augmentation sur la courbe des salaires au Québec. Ce projet vise notamment à offrir une réponse aux discours alarmistes voulant que cette majoration ait un impact catastrophique sur l'économie du Québec.

Un second projet porte sur l'analyse comptable du système de financement des productions audiovisuelles au Québec. Ce milieu est de plus en plus frappé par la sous-traitance et des questionnements étaient soulevés quant au lien entre le mode de financement et la baisse des productions réalisées par les grands diffuseurs du Québec.

Enfin, un troisième projet portant cette fois sur le développement d'une politique commerciale progressiste a vu le jour. Ce projet vise à accompagner les organisations syndicales québécoises dans la recherche d'informations au sujet des outils permettant de garantir la mise en œuvre d'une politique commerciale progressiste au niveau des différents accords commerciaux au Canada. Ce projet réunit nos trois partenaires au protocole, auxquels la Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ) s'est également jointe.

En émergence

Économie 4.0, nouvelle révolution industrielle, intelligence artificielle, etc. Ces thèmes sont actuellement très présents dans l'évolution du monde du travail et peuvent être porteurs d'impacts sur le monde du travail.

Tel qu'ils l'avaient prévu, nos partenaires syndicaux ont amorcé une réflexion visant d'une part à clarifier les concepts et à préciser des pistes de recherche et d'intervention. Cette démarche se poursuit actuellement.

Conclusion

Des perspectives

La dernière rencontre de l'année 2017-2018 du Comité conjoint du protocole syndical a permis de faire émerger les perspectives suivantes pour l'année à venir. Parmi celles-ci, soulignons :

Retour sur l'identification de thèmes de recherche réalisée en 2017

En 2017 des thèmes de recherche prioritaires avaient été identifiés par les partenaires syndicaux. Il importe de faire le bilan des recherches effectuées depuis et de valider le caractère toujours prioritaire des thèmes qui n'auraient pu être abordés. Cet exercice pourra également faire jaillir de nouveaux thèmes propices au développement de nouvelles recherches ou formations.

Accroître les activités de diffusion

Les activités du protocole peuvent être porteuses de nombreuses retombées pour les milieux de travail. Pour ce faire, il importe d'accroître les activités de diffusion des résultats de recherche et des programmes de formation développés. De nouvelles formes de diffusion pourront également être identifiées.

Organisation d'un évènement de réflexion

En 2014 une journée avait été organisée sur le thème « Le syndicalisme face aux défis du 21^e siècle : état des lieux et perspectives de recherche et de formation ». Cette journée, qui avait permis de réunir plusieurs représentants des organisations syndicales partenaires ainsi que des professeurs de l'UQAM, avait suscité des échanges très riches. Une réédition de cet évènement devrait être envisagée. Des axes de développement du protocole syndical et de ses retombées pourraient ainsi être établis et donner lieu à un plan d'action.

Arrimage avec le plan stratégique du SAC

Le Comité conjoint du protocole syndical est l'un des acteurs privilégiés du Service et en ce sens il aura un rôle à jouer dans l'opérationnalisation du plan.

Remerciements

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

- Les nombreux professeures et professeurs qui acceptent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, de s'inscrire dans un démarche partenariale avec les groupes ciblés par la Politique des services aux collectivités de l'UQAM ;
- Les chargées et chargés de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation des groupes ciblés par la Politique ;
- Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets ;
- Les étudiantes et étudiants qui y ont contribué généreusement ;
- Les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur présence, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche.

ANNEXE :Tableau résumé statistique

Le tableau suivant résume la situation relative aux projets en cours en 2017-2018 et au financement obtenu pendant cette période.

<i>TYPE DE PROJETS AMORCÉS, EN COURS OU TERMINÉ PENDANT L'ANNÉE</i>	
Nombre de projets de recherche :	86 projets
Nombre de projets de formation :	21 projets
Nombre d'activités de transfert :	53 activités
Nombre de projets d'expertise :	15 projets
<i>SOUTIEN FINANCIER</i>	
Interne :	169 265,22 \$
Externe :	953 033,00 \$
Total :	1 122 298,22 \$
<i>DÉGRÈVEMENTS</i>	
Nombre d'heures de dégrèvement :	375 heures
<i>PARTENAIRES UNIVERSITAIRES DE L'UQAM ET COLLECTIVITÉS</i>	
Nombre de professeur(e)s et chargé(e) de cours :	122 professeurs et chargés de cours
Nombre de première collaboration :	28 premières collaborations
Nombre de Facultés :	7 Facultés
Nombre d'étudiant(e)s :	129 étudiant(e)s
Nombre de groupes partenaires :	138 groupes partenaires